

Journal des guerres de l' Otan

N° 116 du 29.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part ::

Hassane Magued : Géostratégie du pire : ils l'auront, leur Troisième Guerre mondiale !

Dommages Collatéraux...

Karl Müller : L'OTAN part en guerre – et les autres devraient suivre

Guerres de l'Otan

Au jour le jour

Poutine : « [Bouclier: la riposte russe sera adéquate](#) »

Les parties prenantes

1 L'ONU

Des meurtres injustifiés : l'ONU demande aux Etats-Unis de justifier les attaques de drones.

b L'Otan

Fogh Rasmussen

Extension des guerres ?

L'OTAN continue à planifier des interventions en contradiction avec le droit national et international.

c Les USA

Obama

Bill Van Auken : Le rôle d'Obama dans la sélection des cibles humaines des frappes de drones.

Drones: HumanRights Watch dénonce Obama et son " permis de tuer"

Dans les coulisses

ManlioDinucci : Le partenaire possessif de l'UE.

Sur le terrain

Le pantalon rouge et la tenue dernier cri de l'armée étasunienne

d L'Otan dans le monde

Visite du secrétaire général de l'OTAN dans une base de la force aérienne belge.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-1 Intervention de Michel Collon à l'Unesco pour défendre la paix mondiale (menacée) .

2-2 Guillaume de Rouville : Crimes médiatiques ou les conséquences meurtrières de la désinformation.

2-3 Glenn GREENWALD : Comment l'administration Obama fait des médias US ses porte-paroles.

Tiré à part :

Hassane Magued : Géostratégie du pire : ils l'auront, leur Troisième Guerre mondiale !

« On ne peut vivre sans nuire ». Ça c'est certain. Mais « nuire pour vivre », relève de ce qu'il convient d'appeler la stratégie du pire. Et malheureusement, l'arrogance de l'Occident est en train de contraindre l'Humanité, si elle ne l'y a déjà poussée, à ériger la nuisance en règle de confrontation

géostratégique.

« On ne peut vivre sans nuire ». Ça c'est certain. Mais « nuire pour vivre », relève de ce qu'il convient d'appeler la stratégie du pire. Et malheureusement, l'arrogance de l'Occident est en train de contraindre l'Humanité, si elle ne l'y a déjà poussée, à ériger la nuisance en règle de confrontation géostratégique.

Sur la question de l'utilité géostratégique de la nuisance, les rhétoriciens de la stratégie du pire comme passage obligé du bien être de l'Occident, ne manquent pas d'inspiration. Certains, beaucoup plus nuancés comme Anatole France, justifiaient déjà assez maladroitement bien, aux yeux des jeunes générations occidentales, les pires perversions qui ont endeuillé des peuples allant de leur réduction à l'état d'esclave à leur extermination complète, pure et simple. Il le disait si bien :

A l'évidence, pour la pensée occidentale, lorsque la finalité du mal permet à l'Occident de jouir d'un monde meilleur, ce mal devient le bien.

La Côte d'Ivoire, la Libye, la Syrie et un peu plus tard, le Liban et l'Iran, puis parallèlement à tous ces futurs projets de nuisance, l'attaque meurtrière de la Guinée Equatoriale, du Soudan du Nord, du Cameroun, de la Guinée Conakry, de la RD Congo, du Congo Brazzaville, etc., constituent les formes achevées de la provocation de l'Occident en quête d'une nouvelle guerre de destruction massive.

Les enjeux sont énormes. C'est pourquoi le projet ne manque pas d'énormité. En effet, les théoriciens de la géostratégie du pire croient dur comme fer qu'il faut une Troisième Guerre mondiale pour rétablir l'équilibre financier dans les Etats de surendettés de l'Occident en s'offrant l'opportunité d'une victoire sur la Chine et la Russie, ce qui leur permettrait de passer ces nombreuses dettes en pertes et profits. Des géo stratèges américains avec à leur tête, un certain Monsieur Zbigniew Kazimierz Brzeziński (photo), ont réussi à convaincre la Maison Blanche que le monde meilleur qu'ils ont rêvé pour le peuple américain, est menacé parce qu'il y aurait trop d'hommes sur la terre. Or à l'horizon 2050, il y aurait encore plus d'hommes et un déséquilibre insurmontable naîtrait entre les ressources naturelles disponibles et le stock d'hommes vivants sur terre.

"Zbigniew Kazimierz Brzeziński est né le 28 mars 1928 à Varsovie en Pologne.

Il est un politologue américain d'origine polonaise. Il a été Conseiller à la sécurité nationale du Président des États-Unis Jimmy Carter, de 1977 à 1981.

En tant que tel, il a été un artisan majeur de la politique étrangère de Washington, soutenant alors à la fois une politique plus agressive vis-à-vis de l'URSS, [...] qui mettrait l'accent à la fois sur le réarmement des États-Unis et l'utilisation des droits de l'homme contre Moscou." (source Wikipédia)

Aujourd'hui, Brzeziński fait partie des conseillers en matière de politique étrangère d'OBAMA. Depuis la barbarie de Georges Bush fils en Irak, il donne l'impression d'avoir révisé ses positions extrémistes à une proportion hypocrite moins choquante, qui tranche avec son radicalisme guerrier d'hier. Mais de toute évidence, ce sont les théories développées par Brzeziński qui sont mises en œuvre en Syrie, après avoir fait leurs preuves en Libye comme elles feront leurs preuves bientôt au Liban et en Iran.

Mais quand on cherche obstinément la guerre, on finit par la trouver. La Troisième guerre mondiale est devenue pour tous les dirigeants européens et américains, la solution unique à la crise dite de la dette. Tous raisonnent comme si aucune autre alternative n'existe. A les regarder agir, tout porte à croire qu'ils reconnaissent aujourd'hui qu'Hitler a été un siècle en avance sur eux.

La reconquête du monde par les armes, la soumission des peuples, la déconstruction des Etats stables qui empêchent le triomphe de l'hégémonisme occidental, sont érigés en devoir civique aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale. Ils veulent tuer et détruire pour vivre heureux.

C'est ce qu'ils croient. C'est ce qu'ils font croire à leurs peuples. Ayant très peu d'esprit critique grâce à plusieurs siècles de manipulation médiatique et d'instrumentalisation, leurs opinions nationales sont favorables à la guerre, à cette grande guerre qu'ils leur présentent comme une petite aventure au moyen Orient, en Asie de l'Est et en Afrique avec des millions d'Arabes, de chinois et au besoin, d'Africains à la gueule cassée, loin des ambiances paisibles de Washington ou de Paris.

Et pourtant ils se trompent. Toute guerre de dimension internationale qu'ils déclencheraient en Asie de l'Est ou ailleurs, finirait dans les rues de Paris et de Washington.

C'est ce message que le Président russe Vladimir Poutine essaie de leur faire passer. En exécutant les dernières semaines, deux tirs de semence de missiles intercontinentaux, il envoie un message très clair à l'opinion occidentale pour dire que cette fois-ci, la guerre ne lui sera pas comptée. Les peuples occidentaux qui auront commandité cette guerre la subiront et mourront dans leurs lits douilletts et alors, ils comprendront le malheur des peuples que leurs Nations massacrent en les diabolisant pour ainsi justifier par le mensonge, le massacre d'innocentes vies.

Mais l'opinion occidentale est sourde et stupide. Elle pense qu'un père qui tue les enfants des autres pour te nourrir avec le pain qui était prévu pour ces enfants-là, est un bon père.

Mieux, cette opinion qui se fait de plus en plus batarde, sous influence médiatique, politique et surtout à la merci des idéologues du néo nazisme incarné par des hommes de peu d'éthique sociale comme Bernard-Henri Lévy, est une opinion égarée, convaincue d'accepter son autodestruction, car en vérité, les dirigeants de l'Occident sont désormais dans le rôle du Gourou qui prépare le suicide collectif parce qu'ils sentent que l'heure approche et le miracle qu'ils ont promis ne se réalise pas. Or ceux qui ont cru attendent des jours encore meilleurs qui ne reviendront plus jamais et leur désillusion actuelle, qui se mue en désespoir permanent, déclenchera la révolte populaire et la ruine de "*l'Empire américain*" tout comme de "*l'Empire européen*".

C'est exactement de cela qu'il s'agit. Ils ont promis une société où l'égalité sociale sera la règle, où le bonheur sera le partage collectif et où le lait et le miel couleront chaque jour. Mais ils ont échoué. Leurs Etats se sont appauvris et surendettés. Ils n'ont aucune solution pour y remédier. **Le modèle économique enseigné par le capitalisme barbare et malhonnête à atteint ses limites comme une chaîne d'escroquerie pyramidale.**

Pendant ce temps, en face, le Communisme remanié en épousant les règles de l'économie de marché triomphe sans partage. Or ce triomphe brise l'équilibre géostratégique et condamne les anciennes puissances à la pauvreté irréversible.

Voici donc la raison première de la guerre qu'ils recherchent. Et ils l'auront, dans un futur proche, cette guerre qui leur manque tant pour faire le bonheur de leurs peuples. Malheureusement, ils ont prévu l'action et non la réaction.

Tout comme ils n'ont pas prévu ce Troisième réveil de l'Afrique qu'ils ne pourront ni empêcher, ni retarder davantage.

Hassane Magued

<http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=7151>

Dommages Collatéraux...

Karl Müller : L'OTAN part en guerre – et les autres devraient suivre

Lors du Sommet de Chicago, les 20 et 21 mai 2012, l'OTAN a présenté solennellement la manière dont elle va étendre son alliance de guerre dans les années à venir. Elle veut l'élargir non seulement en admettant de nouveaux membres et en instrumentalisant, à l'encontre du droit international, les organisations internationales telles que l'ONU et l'OSCE, mais encore en menant des agressions militaires communes avec des Etats, qu'ils soient membres de L'Alliance ou non, ou en passe de le devenir, y compris des pays neutres. Les Etats-Unis, qui dirigent l'OTAN, veulent, particulièrement en période de vaches maigres, mener de grandes guerres en différents endroits du monde simultanément. Mais il ne s'agit pas seulement de guerres plus nombreuses, mais aussi plus destructrices que dans les 20 dernières années.

Il suffit de lire plus à fond les documents finals du Sommet et savoir lire entre les lignes pour comprendre où l'Alliance veut en venir. Les guerres en Afghanistan et en Libye servent de modèle pour les futures alliances militaires de l'OTAN, car au cours de ces deux guerres a été mise en place une

nouvelle forme de «coalition des volontaires», un OTAN +. Il s'agit de développer cela considérablement.

On peut lire dans la Déclaration du Sommet de Chicago, concernant la Libye, qu'avec l'Opération «Protecteur unifié», «l'OTAN a établi de nouvelles références pour la consultation et la coopération pratique avec les pays partenaires qui ont contribué à notre opération, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et régionales.» (C'est nous qui soulignons.)

L'OTAN concentre son attention sur l'Union européenne, dont font partie non seulement des membres de l'OTAN, mais aussi des Etats neutres tels que l'Autriche. On peut lire dans la Déclaration du Sommet que «l'UE est un partenaire unique et essentiel pour l'OTAN. Renforcer pleinement ce partenariat stratégique, comme convenu par nos deux organisations et comme le prévoit le concept stratégique, est particulièrement important dans le climat d'austérité économique actuel. L'OTAN et l'UE doivent continuer d'œuvrer à améliorer la coopération pratique dans les opérations, à élargir les consultations politiques et à coopérer plus étroitement pour le développement des capacités. L'OTAN et l'UE travaillent côte à côte dans le cadre d'opérations de gestion de crise, dans un esprit de renforcement mutuel [...].» C'est sans doute pourquoi l'OTAN reconnaît combien il est important de posséder une défense européenne forte et efficace.

Instrumentalisation d'organisations internationales

Les Etats-Unis, qui dirigent l'OTAN, et les autres Etats membres savent très exactement qu'ils sont dans le monde une minorité qui rétrécit comme une peau de chagrin. Le reste de la planète n'accepte plus le pillage du monde à leur profit, ce qui pousse l'OTAN à mettre la main sur les organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Dans la Déclaration du Sommet, on peut lire ceci: «Nous continuerons de renforcer notre dialogue politique et notre coopération pratique avec l'ONU conformément à la déclaration ONU-OTAN de septembre 2008. Nous nous félicitons du renforcement de la coopération et de la liaison entre l'OTAN et l'ONU qui s'est opérée depuis le Sommet de Lisbonne de novembre 2010 et qui a également contribué au succès de l'Opération «Protecteur unifié.»

Il faut rappeler ici que ce n'est pas l'ONU en tant que communauté internationale qui avait signé cette Déclaration de septembre 2008, mais bien le Secrétaire général de l'époque qui avait outrepassé les limites de son mandat à l'insu de toutes les autres institutions de l'ONU.

En ce qui concerne l'OSCE, l'OTAN écrit ceci: «Nous continuons de collaborer étroitement avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en particulier dans des domaines tels que la prévention et la résolution des conflits, le relèvement postconflit et la réponse aux nouvelles menaces de sécurité. Nous sommes déterminés à renforcer encore notre coopération, tant au niveau politique qu'au niveau opérationnel, dans tous les domaines d'intérêt commun.»

Les non membres de l'OTAN devraient être contraints à participer aux projets de guerre de l'OTAN

La tentative de contraindre les non membres à participer à ses opérations militaires prend de l'importance pour l'OTAN: «L'OTAN possède un vaste réseau de relations de partenariat. Nous attachons une très grande importance à tous les partenaires de l'OTAN ainsi qu'aux contributions qu'ils apportent aux travaux de l'Alliance, comme l'illustrent les diverses réunions de partenariat que nous tenons ici, à Chicago. [...] Les partenariats de l'OTAN constituent un élément clé de la sécurité coopérative, qui est l'une des tâches fondamentales de l'Alliance, et celle-ci a établi des politiques efficaces afin de renforcer ses partenariats. [...]

Depuis vingt ans, nos partenariats [...] apportent une contribution significative à la réussite de bon nombre de nos opérations et missions. Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN, réunis à Berlin en avril 2011, ont approuvé une politique de partenariat plus efficace et plus souple afin de rendre les partenariats de l'OTAN plus opérants. Nous poursuivrons activement sa mise en œuvre en vue de renforcer les partenariats de l'OTAN, y compris en consolidant le Conseil de partenariat euro-atlantique, le Dialogue méditerranéen, l'Initiative de coopération d'Istanbul ainsi que nos relations avec nos partenaires dans le monde, tout en exploitant pleinement la souplesse des configurations, en développant notre coopération politique et pratique avec les partenaires, y compris dans un contexte opérationnel, et en associant davantage nos partenaires aux entraînements, aux activités de formation et aux exercices, notamment ceux de la Force de réaction de l'OTAN. Nous allons intensifier nos efforts afin de mieux interagir avec les partenaires dans le monde qui sont en mesure d'apporter une contribution significative à la sécurité, et afin de nous rapprocher des partenaires concernés, y compris

de notre partenaire le plus récent, la Mongolie, pour renforcer la confiance, accroître la transparence et développer le dialogue politique et la coopération pratique.»

L'OTAN s'est réjouie tout particulièrement «de la tenue à Chicago de notre réunion avec les treize partenaires qui ont apporté récemment des contributions politiques, opérationnelles et financières particulières aux opérations dirigées par l'OTAN. Cela illustre la souplesse renforcée avec laquelle nous envisageons les questions de partenariat en les axant sur la demande et sur les sujets de fond. Notre réunion de Chicago avec les partenaires nous offre une occasion unique d'examiner les enseignements tirés de notre coopération et de procéder à des échanges de vues sur les défis de sécurité communs auxquels nous faisons face. Des activités de formation et des exercices conjoints seront essentiels pour maintenir notre interopérabilité et nos interconnexions avec les forces de nos partenaires, y compris lorsque nous ne sommes pas engagés ensemble dans des opérations en cours. Nous communiquerons les idées qui se seront dégagées de cette réunion de Chicago à l'ensemble de nos partenaires, dans les cadres appropriés, en vue de débats complémentaires.» Ces partenaires sont répertoriés dans une note. Il s'agit des pays suivants: l'Australie, la Finlande, la Géorgie, le Japon, la Jordanie, le Qatar, la République de Corée, le Maroc, la Nouvelle Zélande, l'Autriche, la Suède, les Emirats arabes unis ... et la Suisse.

Davantage de guerres un peu partout

A quoi cela doit-il servir? Dans ce cas également la Déclaration du Sommet donne une réponse voilée. «Les récentes expériences opérationnelles de l'Alliance montrent également que l'aptitude des forces de l'OTAN à opérer ensemble harmonieusement et rapidement est un facteur essentiel de succès.» Cela ne signifie pas que tous les «partenaires» doivent être engagés au même moment au même endroit. Non, les «partenaires» doivent être capables de mener des guerres en même temps à des endroits différents. Les Etats-Unis, à ce qu'on peut lire partout maintenant, déplacent leur lieu d'intervention privilégié vers le Pacifique et visent la Chine. Mais il y a aussi des ennemis à combattre au Moyen-Orient, en Afrique et à l'ouest du continent eurasiatique. Il n'est donc pas acceptable que la France continue de garder un attachement néocolonialiste à l'espace méditerranéen et possède des esprits comme Bernard-Henri Lévy, à qui il ne suffit pas de prôner une seule guerre épouvantable en l'espace de deux ans. Il y a aussi un pays comme l'Allemagne qui manifeste ouvertement son désir de domination sur notre continent. On peut ajouter la propagande belliqueuse des Verts fondée sur l'affectivité ou encore la bande de Verts européens de Cohn-Bendit, Fischer, Kouchner et Koenigs qui voient tellement d'avantages dans la guerre. Ils peuvent tous être satisfaits, eux qui n'agissent que comme des vassaux du pouvoir dominant l'OTAN.

On ne s'étonnera donc pas de lire dans une deuxième Déclaration du Sommet de l'OTAN sur «les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020»: «Le développement de capacités militaires européennes accrues resserrera le lien transatlantique, renforcera la sécurité de tous les Alliés et encouragera un partage équitable des charges, des avantages et des responsabilités entre les pays membres de l'Alliance.»

Tout cela est naturellement valable pour les autres «partenaires», telle la Suisse: «Nous prenons également des mesures pour améliorer les connexions entre nos forces, ainsi qu'avec les pays partenaires. Notre opération au-dessus de la Libye a démontré une fois de plus l'importance de ces connexions; dès que la décision politique a été prise de lancer la mission OTAN, les pilotes de l'Alliance ont pris les airs ensemble, avec, à leurs côtés, les appareils de partenaires européens non membres de l'OTAN et de partenaires arabes. Cette façon de procéder a été déterminante dans le succès militaire et politique de cette mission. Nous nous appuyerons sur cette réussite, dans le cadre de l'initiative d'interconnexion des forces. [...] Nous continuerons de resserrer les connexions entre nos réseaux. [...] Dans toute la mesure du possible, nous améliorerons aussi nos connexions avec les partenaires, pour que, lorsque nous le souhaiterons, nous puissions agir ensemble.» •

Karl Müller

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3376>

Guerres de l'Otan

Au jour le jour

Poutine : « [Bouclier: la riposte russe sera adéquate](#) »

Bien que la Russie soit parfaitement en mesure de donner une réponse adéquate au déploiement d'un système de défense antimissile balistique (DAMB) en Europe, elle préfère néanmoins que ce projet soit abandonné, a déclaré jeudi le président Vladimir Poutine.

"Nous devons scruter l'avenir et savoir réagir à temps à la mise en œuvre de ce projet", a-t-il indiqué lors d'une rencontre avec le personnel d'une base aérienne russe.

"Certes, il serait préférable que nos partenaires [occidentaux] s'abstiennent d'un tel comportement, car il provoquerait nécessairement une réponse de notre part", a souligné M. Poutine. Selon lui, quels que soient les termes qu'on utilise pour caractériser le futur bouclier antimissile, "il restera un élément de la course aux armements".

"Nous disposons de tous les moyens pour réagir de manière adéquate", a assuré le président russe. D'après lui, il est indispensable de "réaliser les commandes d'Etat en matière de défense, avec une qualité requise et à des prix acceptables".

"Si nous y parvenons, nous ne serons confrontés à aucune menace grave", a conclu le président.

RIA Novosti

18:06 14/06/2012

Les parties prenantes

1 L'ONU

Des meurtres injustifiés : l'ONU demande aux Etats-Unis de justifier les attaques de drones.

RussiaToday

jeudi 21 juin 2012 - 05h:20

Un enquêteur de l'ONU a demandé à Washington de justifier l'augmentation de l'utilisation de drones militaires pour perpétrer des assassinats ciblés. Il dit que les attaques de drones qui ôtent la vie à beaucoup d'innocents, pourraient violer le droit international.

4 juin 2012, Multan - Des manifestants pakistanais brûlent des drapeaux des États-Unis et de l'OTAN en signe de protestation contre les attaques de drones américains dans les régions tribales pakistanaises -

Photo : AFP/Mirza

L'armée étasunienne et la CIA utilisent des drones en Afghanistan, Pakistan, Irak, Yémen et Somalie. Washington doit clarifier la base légale de sa politique d'assassiner des leaders et des membres présumés des Talibans et d'Al Qaeda au lieu d'essayer de les capturer selon un rapport de Christof Heyns, le rapporteur spécial des exécutions sommaires, extrajudiciaires, ou arbitraires. Ce rapport de 28 pages adressé au Conseil des droits humains de l'ONU a été publié en avant-première du débat de cet organisme sur le sujet à Genève.

"Le gouvernement doit clarifier les procédures mises en place pour garantir que tous les assassinats ciblés soient conformes au droit humanitaire international et aux droits humains et il doit spécifier les stratégies et les mesures prises pour empêcher qu'il y ait des victimes ainsi que les mesures prises pour permettre des enquêtes indépendantes, rapides et efficaces sur les violations éventuelles" précise le rapport. "Bien que les chiffres des estimations d'attaques de drones varient énormément, toutes les études s'accordent sur un point important : leur nombre a augmenté dramatiquement dans les trois dernières années" selon Heyns.

Les officiels de l'ONU citent des chiffres de la Commission des droits de l'homme du Pakistan selon lesquels les drones étasuniens ont fait 957 morts au Pakistan rien qu'en 2010. Il est généralement admis que sur les milliers de personnes tuées par des drones depuis 2004, environ 20% sont des civils.

"Il est capital de révéler ces meurtres pour que des comptes soient rendus aux victimes ou à leurs famille et qu'elles puissent obtenir justice et réparation" selon le rapporteur.

Heyns a souligné que le droit humanitaire international exige que tous les efforts soient faits pour arrêter un suspect et il exige aussi que la force soient employée selon des critères de nécessité et de proportionnalité. Il a ajouté que Washington n'avait pas répondu de façon satisfaisante aux inquiétudes exprimées par son prédécesseur Philip Alston dans un rapport en 2009.

"Le rapporteur spécial demande à nouveau au gouvernement de clarifier les règles qui régissent les assassinats ciblés... (et) réitère la demande de son prédécesseur que le gouvernement précise les raisons pour lesquelles il est décidé de tuer "des cibles humaines" plutôt que de les capturer et aussi qu'il précise si la nation dans laquelle l'assassinat a lieu a donné son accord" a dit Heyns.

Les attaques de drones créent aussi des problèmes dans les relations de Washington avec ses alliés. Elles ont été un des principaux points de discorde entre les Etats-Unis et le Pakistan et elles ont été la raison pour laquelle le passage des marchandises et fournitures destinées aux troupes étasuniennes déployées en Afghanistan à travers le territoire pakistanais a été interrompu.

L'ambassadeur pakistanais Zamir Akram a déclaré lundi dernier pendant la session d'ouverture du conseil des droits humains de l'ONU, que son gouvernement considère que l'usage de drones sur son sol est illégal et contreproductif et constitue une violation de la souveraineté du Pakistan.

"Des milliers d'innocents, dont des femmes et des enfants, ont été assassinés sans discrimination au cours de ces attaques", a-t-il dit.

RussiaToday –

Pour consulter l'original : <http://www.rt.com/news/un-questions...>

Traduction : Info-Palestine.net - Dominique Muselet

b L'Otan

Fogh Rasmussen

Extension des guerres ?

L'OTAN continue à planifier des interventions en contradiction avec le droit national et international. Lors de sa rencontre des 20 et 21 mai à Chicago, l'OTAN a présenté ses plans concernant une nouvelle restructuration de ses armées. Selon le concept de «Smart Defence», on a demandé aux Etats membres de l'Alliance d'abandonner le principe de la décision souveraine concernant la participation aux interventions militaires de l'OTAN. A l'avenir, les divers Etats membres de l'OTAN – à l'exception des Etats-Unis – ne devront plus garantir toute la gamme d'une armée classique, mais ils devront «se spécialiser». En même temps, lors de futures interventions militaires, les Etats membres seront obligés d'y participer avec les troupes convenues. Conséquence de ce procédé: les Etats membres ne pourront plus refuser de participer à une guerre déclenchée par l'OTAN – à l'instar de la moitié des pays membres de l'OTAN, lors de l'attaque contre la Libye.

Dans la déclaration finale du Sommet de l'OTAN de mai 2012 («Capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020») il est déclaré, dans un jargon très peu compréhensible: «Le développement et le déploiement de capacités de défense est d'abord et avant tout une responsabilité nationale.

Toutefois, le coût de la technologie ne cessant de croître et les budgets de défense étant soumis à des restrictions, un grand nombre d'Alliés ne peuvent se doter de certaines capacités-clés qu'à la condition de travailler ensemble à leur développement et à leur acquisition. Nous saluons donc les décisions prises par les Alliés de faire progresser certains projets multinationaux, visant notamment à améliorer la protection de nos forces engagées pour une meilleure surveillance et un meilleur entraînement. Ces projets déboucheront sur une plus grande efficacité opérationnelle, des économies d'échelle et une interconnexion plus étroite de nos forces.» (§ 7)

La «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 21 mai s'est exprimée plus clairement: «L'OTAN met en question un de ses principes politiques les plus délicats. Elle veut ouvrir le débat sur les objections nationales face aux interventions de l'Alliance pour empêcher que, lors d'interventions à l'étranger, certains alliés puissent bloquer la mainmise sur les systèmes d'armes et les unités engagés conjointement.» Et le journal de continuer: «Des diplomates nous apprennent qu'il faut discuter des objections nationales aux interventions avant tout parce que l'OTAN, face aux problèmes financiers de ses alliés, utilisera à l'avenir de plus en plus de systèmes d'armes conjointement.»

La combine des économies

En effet, la direction de l'OTAN essaie, depuis un certain temps déjà, de leurrer les pays membres avec la notion de «Smart Defence» pour les faire abandonner une partie essentielle de leur souveraineté nationale et de leur droit à l'auto-détermination garantie par le droit international. Sur le site Internet de l'OTAN, on pouvait lire en février 2012 déjà un texte publicitaire en faveur de la «Smart Defence»: «Dans ces temps-ci, marqués par les économies, chaque euro, chaque dollar et chaque livre-sterling sont importants. «Smart Defence» désigne donc une nouvelle façon de réfléchir sur les possibilités de créer les nouvelles capacités de défense dont l'Alliance a besoin dans la décennie à venir, et au-delà encore. Il s'agit là d'une culture de coopération renouvelée, encourageant les alliés à coopérer pour développer,

acquérir et entretenir les capacités militaires pour réaliser les tâches essentielles définies par le nouveau projet stratégique de l'OTAN. Ce qui signifie rassembler les capacités, les utiliser en commun, fixer les priorités et mieux coordonner les efforts.» En clair: Les membres de l'Alliance, et notamment les membres européens, ne seront – incapables d'une défense autonome – que des «fournisseurs de services» en vue des interventions bellicistes planifiées par Washington.

Les Etats-Unis dépensent 20 fois plus pour leur armée que l'Allemagne ou la France. La moitié des dépenses militaires mondiales incombent aux Etats-Unis. Les conséquences pour l'économie des Etats-Unis et pour les habitants du pays sont catastrophiques. Pourquoi les Etats-Unis ne veulent-ils pas réduire leur budget militaire au niveau des autres Etats de l'OTAN, c'est-à-dire à 5% du niveau actuel? Cela permettrait aux Etats-Unis de réfléchir plus intensément à leur économie civile ou d'éventuellement redevenir le moteur authentique de l'économie mondiale et d'offrir ainsi de grosses recettes fiscales aux pays du monde entier. Mais leur planification ne va pas dans ce sens. Ce qui les dérange ce sont les restes de souveraineté des pays européens. Ils doivent élargir leurs services de vassaux en faveur de la puissance d'Outre-Atlantique, qui aspire toujours à devenir la seule puissance au monde.

Violation de la Constitution en Allemagne

Pour un Etat tel que l'Allemagne, les nouveaux plans de l'OTAN signifient une nette violation de la Constitution. Le 12 juillet 1994, le Tribunal constitutionnel suprême avait déclaré, dans un jugement de principe, que la Loi fondamentale contraint le Gouvernement fédéral de demander au Bundestag l'approbation de toute intervention militaire à l'étranger. Plus de 10 ans plus tard, le 24 mars 2005, la «Loi sur la Participation du Parlement» («Parlamentsbeteiligungsgesetz») est entrée en vigueur. Son paragraphe 1 stipule, de façon très claire, que «l'intervention des forces armées allemandes à l'extérieur du territoire de validité de la Loi fondamentale nécessite l'approbation du Bundestag.» En plus, le Parlement allemand dispose du «droit au réexamen» («Rückholrecht»), ce qui veut dire qu'il a la compétence de retirer l'approbation donnée, et ce qui signifie que l'intervention doit être interrompue et que les soldats doivent rentrer au pays.

Le jugement du Tribunal constitutionnel suprême fut la réaction à l'intervention à l'étranger de la Bundeswehr en 1993 en Somalie, qui était vivement disputée. Dans une sorte de «tactique du salami», le gouvernement fédéral d'antan poussa la Bundeswehr en direction d'interventions internationales. Le Tribunal constitutionnel suprême n'a malheureusement pas voulu arrêter cette évolution, mais a rappelé d'autant plus le fait que la Bundeswehr ne doit pas former un «Etat dans l'Etat», isolé de la vie démocratique – une circonstance qui a engendré, du temps de la République de Weimar, notamment, la dictature – mais doit être une armée ancrée dans la démocratie, avec des soldats qui se conçoivent eux-mêmes comme des «citoyens en uniforme». Ces réflexions de principe, émanant des domaines politique et constitutionnel, furent déjà mis de côté quand il s'agissait de transformer les soldats de la Bundeswehr en «combattants archaïques». Elles le furent davantage encore quand on transforma l'armée de service militaire obligatoire en une armée de métier.

Les gouvernements allemands des 20 dernières années ont voulu des interventions de guerre allemandes et ils continuent d'en planifier d'autres. Ils font aussi tout pour défaire les droits souverains de l'Allemagne. Le gouvernement Merkel a lui aussi signalé qu'il voulait obéir aux plans de l'OTAN. La «Frankfurter Allgemeine Zeitung» le commente dans ces termes-ci: «A ce qu'on entend, le gouvernement fédéral est d'accord de réexaminer le droit à la participation du Parlement. [...] Au sein du gouvernement fédéral, il y a depuis un certain temps déjà des personnes qui réfléchissent à la question de savoir comment on pourrait faire participer des unités allemandes, œuvrant au sein d'unités multinationales, aux interventions de l'OTAN, et ceci sans devoir en demander la permission au Bundestag.»

Ne doit-on pas, face à une telle ignorance concernant le droit et la loi, issue d'une pure politique de force, rappeler aussi le rapport diffusé par la «tagesschau.de» du 21 mai qui déclarait que «les plus grandes économies pour l'OTAN ne sont pas fournies par la «Smart Defence», mais par le retrait des troupes de l'Afghanistan, prévu pour 2014. Pour leurs 90 000 soldats stationnés actuellement dans l'Hindou Kouch, les Etats-Unis dépensent chaque année 90 milliards de dollars. Après le retrait de leurs troupes, ils n'auront plus que 4,1 milliards de dollars à déboursier pour les forces de sécurité afghanes.» Ne pas faire la guerre économise beaucoup plus d'argent que tout genre de «Smart Defence». S'il s'agit vraiment d'argent ... •

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3383>

c Les USA

Obama

Bill Van Auken : Le rôle d'Obama dans la sélection des cibles humaines des frappes de drones

INHUMAIN OBAMA DANS SON ROLE DE CRIMINEL DE GUERRE : SELECTIONNER DES PERSONNES COMME CIBLES HUMAINES DES FRAPPES DE DRONES

« Nous ne sommes pas gouvernés par des meurtriers, mais seulement – par leurs amis, » écrivait Rudyard Kipling il y a cent ans. Le fait que l'aphorisme mordant du poète est devenu totalement désuet a été clairement démontré par un article paru dans le *New York Times* qui détaille le programme d'assassinat géré à partir de la Maison Blanche d'Obama.

Le long article, paru le 29 mai dans le *New York Times*, constate que le président Barack Obama passe une grande partie de son temps à comploter personnellement des assassinats et à sélectionner des victimes. Ce processus a été organisé en une routine hebdomadaire lors de laquelle Obama dirige les soi-disant réunions du « Mardi terroriste » qui rassemblent des responsables de l'armée et des services du renseignement. Chaque semaine, ils se réunissent dans la Situation Room de la Maison Blanche pour examiner les photos signalétiques de ceux qui figurent sur la « liste des personnes à tuer », dont certaines sont mineures, comme c'est le cas d' « une jeune fille qui avait l'air d'avoir moins de 17 ans. »

En fin de compte, Obama choisit la plus part des victimes. Il « approuve par sa signature chaque frappe au Yémen et en Somalie et aussi des frappes plus complexes et plus périlleuses au Pakistan – environ un tiers du nombre total, » selon le *Times*.

Et donc, lorsque l'on voit ou entend des reportages dans les médias sur des « activistes présumés » qui sont tués par un drone – ou les récits suivants moins fréquents révélant que ces « activistes » étaient en fait des hommes, des femmes et des enfants non armés – l'on peut supposer que c'est Obama en personne qui a ordonné les meurtres.

L'article n'est pas un compte rendu. Il semble avoir été commandé par le gouvernement même dans le cadre de sa campagne de réélection pour tenter de présenter Obama comme un commandant en chef inébranlable dans la « guerre contre le terrorisme », vantant le succès supposé de son programme d'assassinat et dépassant les Républicain par la droite.

Les auteurs soulignent que l'article est fondé sur des interviews avec « trois dizaines de ses actuels et anciens conseillers, [ceux d'Obama] » qui étaient clairement autorisés et encouragés à parler de l'implication du président dans des meurtres d'Etat.

Néanmoins, le portrait d'Obama et de l'appareil d'assassinat d'Etat qu'il dirige donnent des sueurs froides. L'article témoigne de l'état dégénéré de la « démocratie » américaine et de la profonde démoralisation politique de sa couche dirigeante. Bien que dans le ton il ait absorbé une bonne partie du cynisme politique du gouvernement, la révélation de la criminalité de l'Etat aura finalement des conséquences énormes.

Parmi les épisodes spécifiques cités par le *Times*, il y a la première frappe ordonnée par Obama au Yémen le 17 décembre 2009. Un missile de croisière avait frappé un village en tuant des dizaines de personnes, dont 14 femmes et 21 enfants ; ceci avait alimenté la haine contre les Etats-Unis et qui dure encore à ce jour. Le *Times* se réfère à ce massacre téléguidé en parlant de « frappe bâclée ».

Un autre épisode est ce que le *Times* décrit comme le cas « problématique » de BaitullahMehsud, le dirigeant des Taliban pakistanais, qui fut ciblé en août 2009 parce que le « Pakistan le voulait mort » et que les Etats-Unis comptaient sur la complicité du gouvernement pakistanais pour organiser ses frappes

de drone. Mehsud ne représentait aucune « menace imminente pour les Etats-Unis », le soi-disant critère pour sélectionner les victimes sur la « liste des personnes à tuer. » Le gouvernement a truqué ce critère en prétendant qu'il posait un danger au personnel américain au Pakistan. En réalité, la grande majorité de ceux qui sont ciblés pour être assassinés sont retenus pour avoir commis le « crime » de s'opposer à l'occupation américaine ou à une intervention dans leur pays natal.

L'autre aspect problématique de la cible est que Mehsud se trouvait avec sa famille lorsque la frappe fut ordonnée. Obama a ignoré les préoccupations concernant le meurtre d'innocents, en disant à la CIA de « tirer », persuadé qu'il n'y aurait aucune protestation de la part des responsables pakistanais. Furent tués dans l'attaque, Mehsud, son épouse, son beau-père, sa belle-mère, un oncle et huit autres personnes.

Obama traite des victimes civiles en refusant de les compter. « M. Obama, » rapporte le *Times*, « a adopté une méthode contestée pour compter les victimes civiles, qui n'a guère menacé de le coincer. » Cette méthode définit simplement comme combattant, sauf preuve du contraire, tout homme en âge d'aller à l'armée et qui est tué dans une zone de frappe,.

Le *Times* décrit Obama comme un « réaliste qui, contrairement à certains de ses fervents partisans, n'est jamais grisé par sa propre rhétorique. Au lieu de cela, il se sert de son esprit d'avocat pour dégager la plus grande marge de manoeuvre pour combattre le terrorisme tel qu'il l'entend. »

Cela nous conduit à ce que le *Times* qualifie de « test décisif » des « principes » d'Obama, le cas d'Anwar al-Awlaki, l'imam né au Nouveau-Mexique et citoyen américain qui fut ciblé et tué en septembre dernier par un missile de drone au Yémen.

La proposition d'assassiner Awlaki avait soulevé une « question urgente » chez Obama, remarque le *Times*. « Pouvait-il ordonner, en secret et sans procès, le meurtre ciblé d'un citoyen américain dans un pays contre lequel les Etats-Unis n'étaient pas en guerre ? »

Les conseillers juridiques du Département d'Etat de la Justice avaient préparé un mémo pour le président justifiant une telle attaque au motif que, comme le rapporte le *Times*, « ...alors que le Cinquième amendement garantit une procédure légale régulière, des délibérations internes au sein de l'organe exécutif pourraient suffire à la justifier. » Le comité de la « liste des personnes à tuer » d'Obama est inscrit comme le quatrième organe du gouvernement américain. Il est tout à fait conforme au « principe du Führer » de l'Allemagne nazie, où les décisions du dirigeant constituaient la loi suprême.

La réponse d'Obama? « Cette fois-ci c'est facile » aurait dit l'ancien professeur en droit constitutionnel, alors que des collaborateurs ont dit au *Times* qu'il n'avait pas eu d'états d'âme à tuer l'imam.

Il existe certainement une composante psychologique personnelle dans l'évolution d'Obama. S'il dirige personnellement les meurtres d'Etat, c'est en partie parce qu'il aime le faire. Le *Times* remarque : « A la question de savoir ce qui l'avait le plus surpris chez M. Obama, M. [Thomas] Donilon, conseiller américain à la sécurité nationale, a immédiatement répondu : 'C'est un président qui se sent tout à fait à l'aise pour recourir à la force au nom des Etats-Unis'. »

Le secret des « principes » d'Obama c'est qu'il n'en a pas. Un caméléon politique exempt d'idées indépendantes, de convictions démocratiques ou de scrupule moraux, la personnalité d'Obama est celle d'un fonctionnaire bureaucrate d'Etat. Il s'identifie à l'armée et à l'appareil de renseignement qu'il « commande » officiellement, toujours sous l'œil vigilant de son conseiller anti-terrorisme, l'ancien responsable de la CIA, John Brennan.

Plus important encore que ce que ce programme d'assassinat révèle sur la personne d'Obama, c'est ce qu'il étale au grand jour sur l'*establishment* politique au pouvoir en général. Il témoigne du rejet total de

principes constitutionnels essentiels au plus haut niveau et d'un réel effondrement politique et moral de l'ensemble du gouvernement américain.

Si l'assassinat d'un citoyen américain est « facile », de quels crimes ce président et son gouvernement sont-ils encore capables ? Certes, l'institutionnalisation de listes de personnes à tuer, des comités de ciblage et les justifications fascisantes de meurtre d'Etat ont des implications profondes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Les méprisables libéraux du Parti démocrate ainsi que leurs partisans au sein de la multitude d'organisations de « protestation » de la pseudo-gauche soutiendront, avec peut-être quelques déchirements, la réélection de ce président en se fondant sur l'argument politiquement frauduleux et intellectuellement méprisable qu'Obama représente un « moindre mal. » Il n'y a rien de surprenant à ceci. Ils s'accommoderont de tout.

Mais il y a des millions de personnes aux Etats-Unis qui sont révoltées par la nouvelle que l'homme qui occupe la Maison Blanche est personnellement impliqué dans la sélection de victimes pour un programme inconstitutionnel et foncièrement criminel de meurtres extra-judiciaires. Il ne faudra plus attendre longtemps pour que cette opposition – profondément enracinée dans les traditions démocratiques qui sont encore vénérées par la classe ouvrière américaine – émerge au grand jour. Article original, [WSWS](#), paru le 1^{er} juin 2012.

[Mondialisation.ca](#),

Le 3 juin 2012

[wsws.org](#)

Drones: HumanRights Watch dénonce Obama et son " permis de tuer"

Le président américain lui-même avait annoncé que pour préserver le peuple d'Amérique, son armée utilisait des drones, pour des assassinats ciblés de terroristes.

Mais cette pratique de « droit de vie ou de mort » de l'administration Obama est loin de faire unanimité.

A commencer par les associations de Droits de l'Homme, qui y voient une violation du droit international.

Voici les explications de Reed Brody, avocat de "Human Right Watch" rapporter par le site de l'Express.

Que pensez-vous des révélations du New York Times sur l'usage des drones par la Maison Blanche?

Une précision d'abord: ce ne sont pas les drones en tant que tels qui nous préoccupent, mais la pratique des assassinats ciblés au moyen de ces drones. Ce sont des instruments potentiellement efficaces qui peuvent minimiser des pertes civiles quand ils sont utilisés correctement. HRW dénonce le manque de transparence des États-Unis sur ces opérations. Il faudrait avoir plus d'éléments pour déterminer leur légalité, mais le gouvernement américain communique très peu à ce sujet. Ces opérations étant dirigées par la CIA, elles sont entourées du plus grand secret. HRW demande d'ailleurs que la gestion des opérations menées par les drones passe sous la tutelle des militaires et non des services secrets.

Comment définissez-vous les assassinats ciblés? Il s'agit de l'utilisation de la force létale dirigée contre un individu préalablement sélectionné. Ces assassinats ciblés peuvent être exécutés au moyen de drones, mais aussi de missiles, ou d'opérations spéciales.

En quoi contreviennent-ils au droit international? Si la personne ciblée ne participe pas à un conflit armé avec les États-Unis, on n'est plus dans le cadre du droit de la guerre, mais dans une opération de type policier. L'utilisation de la force meurtrière n'est donc pas légalement admissible, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour sauver des vies humaines, et seulement si on n'a pas d'autre possibilité de capturer ou de mettre hors d'état de nuire la personne jugée dangereuse. Une personne ne peut pas être ciblée par la force létale uniquement en raison d'un comportement illégal passé. On doit la capturer et la juger.

Une autre des inquiétudes de HRW concerne l'entourage des personnes ciblées. Selon les

révélations du New York Times, tous les hommes en âge d'effectuer un service militaire qui entourent la personne ciblée sont considérés comme des combattants. Si c'est avéré, il s'agit là d'une violation du droit international qui impose une distinction entre cibles militaires et non militaires. Et dans le cadre du droit de la guerre ? Même dans le cadre du droit de la guerre, on ne peut pas faire n'importe quoi. En temps de guerre, il n'est pas illégitime de tuer un soldat du camp adverse, mais il y a deux principes fondamentaux: la distinction militaires/populations civiles évoquée plus haut, et le principe de proportionnalité: les dommages aux personnes et biens civils ne doivent pas être disproportionnés par rapport à l'avantage militaire attendu. Or l'usage de drones pose des questions sur ces deux principes.

L'administration Obama se serait dotée d'un "permis de tuer" ?

L'administration Obama semble considérer que quand elle commet un assassinat ciblé dans quelque partie du globe que ce soit, cela induit le fait que les États-Unis sont en état de guerre. D'une certaine façon, on peut dire que pour les autorités américaines, la planète entière est devenue un champ de bataille. Que diraient les Américains si les Russes ou les Chinois exécutaient des individus qu'ils considèrent comme leurs ennemis dans les rues de Washington?

Vous semblez déçu par le bilan de Barack Obama en matière de respect des droits humains...

L'administration Obama a remédié à certaines des défaillances de l'époque de George Bush, mais il subsiste de nombreuses entorses au droit. J'ai par exemple assisté en avril dernier à la comparution d'un prisonnier de Guantanamo devant une commission militaire. Il avait été maintenu prisonnier en Europe dans le cadre du programme des détentions secrètes de la CIA et avait été sauvagement torturé. Ce détenu encourait la peine de mort devant une commission militaire dénuée d'indépendance.

Source : A partir de L'Express

Dans les coulisses

ManlioDinucci : Le partenaire possessif de l'UE.

L'Otan a un « partenaire unique et essentiel » : l'Union européenne. C'est ce que déclare le Sommet de Chicago, en jurant de vouloir « une défense européenne plus forte et plus compétente ». A condition, naturellement, qu'elle soit aux mains de l'Otan et que l'Otan reste sous commandement étasunien. Quelle « défense » l'Otan assure-t-elle à l'Europe ? Avant tout, 22 des 27 pays membres de l'Ue sont membres d'une alliance dans laquelle le « commandant suprême en Europe » est toujours étasunien, nommé par le président des Usa. Et, confirme le Sommet, « la porte de l'Otan reste ouverte à toutes les démocraties européennes qui en partagent les valeurs ». En d'autres termes, après avoir englobé neuf pays de l'ex pacte de Varsovie (dont trois de l'ex URSS) et trois de l'ex Yougoslavie, l'Otan s'étend encore plus à l'est, adossée à la Russie. Elle confirme de fait que « la Géorgie deviendra membre de l'Otan » et que « la région de la Mer Noire continue à être importante pour la sécurité euro-atlantique ». C'est pourquoi ses navires de guerre sont de plus en plus présents en Mer Noire, où en juillet ils effectueront l'opération *SeaBreeze* (*Brise de mer...NdT*) avec la marine ukrainienne. Plus intense encore, cette activité militaire de l'Otan, toujours sous commandement Usa, dans les républiques ex soviétiques d'Estonie, Lettonie et Lituanie : les exercices navals de l'opération *Open Spirit* (*Esprit ouvert.. ?! NdT*) étant terminés le 25 mai, commencera le 4 juin la *Baltops* (*Baltic Operations, prosaïque, NdT*) avec 30 navires de guerre, suivie le 11 juin de celle, aérienne, de *Saber Strike* (*Coup de sabre...NdT*). Au Sommet de Chicago on a annoncé que la « Mission de police aérienne » dans les Etats Baltés continuera, c'est-à-dire que seront déployés de façon permanente dans la base Zokniai des forces aériennes Otan à double capacité, conventionnelle et nucléaire.

L'an prochain se tiendra dans la région baltique la grande manœuvre *Steadfast Jazz* (? *immuable... NdT*) de la « Force de riposte Otan », qui augmentera la capacité des forces armées de l'Alliance pour « effectuer de plus amples opérations conjointes de gestion des crises ». Et tandis que les Etats-Unis continuent à moderniser leurs propres forces nucléaires, en les conservant en Europe avec celles britanniques et françaises, le Sommet Otan se déclare « profondément préoccupé par la prolifération des armes nucléaires et de leurs vecteurs ». Il annonce ainsi la première phase du « système de défense de missile », c'est-à-dire l'extension à l'Europe du « bouclier » étasunien : initialement, un radar en Turquie, des missiles intercepteurs en Roumanie et Pologne, des navires Aegis en Méditerranée. A

Washington on assure que le « bouclier » n'est pas dirigé contre la Russie, mais qu'il sert à faire face à la menace des missiles iraniens. A Moscou on le considère par contre comme une tentative de prendre un avantage stratégique sur la Russie. Le plan prévoit le déploiement de missiles adossés au territoire russe et, comme ce seront les Etats-Unis qui les contrôleront, personne ne pourra savoir s'ils sont intercepteurs ou si ce sont des missiles pour l'attaque nucléaire. La Russie prévient qu'elle prendra des contre-mesures, dont l'installation d'un radar et de missiles mobiles *Iskander* dans l'enclave de Kaliningrad. Indépendamment de son efficacité réelle, le « bouclier » fonctionne donc déjà : il sert à créer de nouvelles tensions, en justifiant un renforcement ultérieur de la direction et de la présence militaire étasunienne en Europe. C'est-à-dire la prédominance du partenaire transatlantique sur l'Europe. Si c'était un mariage, les motifs d'un divorce seraient réunis.

Edition de mardi 29 mai 2012 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120529/manip2pg/14/manip2pz/323445/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Sur le terrain

Le pantalon rouge et la tenue dernier cri de l'armée étasunienne

Le pantalon rouge, les guêtres, la vareuse, les galons et la passementerie pour faire joli dans les puanteurs épouvantées des sentiers de la gloire ont été rejoints par les tenues léopards caméléons des commandos hallucinés et héliportés de la jungle du 37^{ème} parallèle vietnamien. Ce surplus militaire appartient à la rubrique souvenir couleur sépia des guerres maintenant antiques du début et du milieu du vingtième siècle.

Le fantassin nouveau a l'allure d'un alunisseur. (0)

Son squelette endogène se double d'un exosquelette, harnachement qui répartit les charges de son poids et de celui de son sac sur des rotules externes à suspension hydraulique. Il gambade d'un pas léger, certes de façon un peu saccadée, sur les reliefs des montagnes afghanes, son heaume est devenu un casque bourré d'électronique et le viseur de son arme sans cesse ajusté par guidage satellitaire.

Les ordres lui sont soufflés à son oreillette depuis un centre de contrôle où des observateurs repèrent sa position depuis le Nevada, la Virginie ou le Texas.

Isolé dans son armure, il n'entend ni le pachto ni le dari de ceux qu'il est venu combattre, encore moins leurs cinquante variantes vernaculaires qu'il aurait fallu pratiquer pour ne pas tomber dans l'embuscade mortelle tendue par quelques villageois venus à pied ou à dos de mulet avec leurs vieilles arquebuses, un peu de poudre et quelques mèches.

Le nouveau GI doublé de son appareillage coûteux n'a pas encore n'a pas encore été débarqué depuis le futur avion si furtif, le fameux F35, il peine à quitter le monde de l'esquisse pour rentrer dans celui du réel, que le voilà déjà basculé dans le registre de la bizarrerie du vétuste et de la nostalgie.

La guerre menée par les US(a) actuellement contre le Pakistan, le Yémen et la Somalie s'effectue par drones interposés. Elle a rendu l'organisme bionique du GI simple support pour les ressources technologiques développées par le CMI superfétatoire.

Le rapport semestriel remis au Congrès étasunien faisant état des opérations militaires US menées à l'étranger confirme officiellement l'existence d'actions directes menées contre des terroristes au Yémen et en Somalie. Les frappes de missiles depuis des Predator (4) n'ont rien de secret puisqu'elles assassinent plusieurs dizaines de civils chaque semaine sous prétexte de combattre des membres d'Al Qaida dans la péninsule arabique ou dans la province du Pakistan voisine de l'Afghanistan, pays pourtant allié. De prétendues listes d'hommes à abattre sont dressées, puis soumises à signature par Obama lui-même.(5)

Cette guerre est aisée à gagner, d'abord elle n'est pas déclarée et elle est faite aux dépens de pays amis qui ne vont pas rétorquer. Les cibles à atteindre sont désignées plus ou moins aléatoirement sur la foi de renseignements privatisés et imprécis. Les meurtres ainsi décidés sont impunis et l'agent d'exécution qui contrôle l'appareil sans pilote est hors de portée des victimes, à plusieurs milliers de kilomètres.

Les coupes budgétaires qui restreindront obligatoirement l'expansion du budget du Pentagone n'affecteront pas le programme des avions sans pilote.

Une promotion d'officiers de l'armée de l'air, spécialisée dans la cyber-guerre, vient de sortir de l'école de l'armée de l'Air du Nevada. Ils opéreront à plein temps dans cette nouvelle discipline d'armes, même si à terme, les formateurs espèrent réduire la distinction entre les armes traditionnelles et cette branche d'intervention. (6)

Désormais, les outils cybernétiques sont largement répandus et de ce fait sont considérés comme pouvant constituer une menace réelle, en dehors des puissances rivales identifiées comme la Russie ou la Chine. La nouvelle doctrine d'enseignement et de formation des cadres de l'armée fera de chaque postulant un compétent en cyber-guerre. Il ne s'agit plus de surveiller et de protéger les réseaux nécessaires au fonctionnement de toutes les armées.

Ici aussi, une attitude préventive est préconisée.

L'attaque par le virus Stunext dès 2009 (7) du système de programmation des automates industriels Siemens adoptés en Iran par les unités d'enrichissement de l'uranium en ses isotopes lourds donne un avant-goût des formes de la nouvelle guerre technologique, reléguant peut-être les anciennes au pavillon des archaïsmes.

Le récent logiciel espion Flame censé livrer des informations sur le nucléaire iranien, d'une grande sophistication, ne peut qu'être issu d'un dispositif émanant d'un État.

La référence biologique, un virus n'est qu'un paquet d'ADN ou d'ARN, n'est que partiellement impropre.

L'artefact de la cyber-guerre est un pur produit de laboratoire, contrairement aux organismes viraux même si modifiés génétiquement. Leur nocivité partagée en revanche est proportionnelle au caractère ubiquitaire du véhicule les transportant et de la banalité de leur cible. C'est bien ce dernier trait qui en fait une arme à effet boomerang. Il contaminera les systèmes dans les sites géographiques visés mais aussi ailleurs. Les automates Siemens n'ont pas comme seul client les centrales iraniennes utilisatrices de centrifugeuses. La métaphore avec les épidémies des guerres biologiques est tout à fait pertinente car une fois disséminé le virus prendra en charge y compris les machines des pays émetteurs.

Flame aurait vite disparu par activation de son autodestruction, il a pour autant pu être étudié et cartographié par les spécialistes de cybersécurité, obligeant à l'élaboration de nouveaux outils. (8)

L'octroi aux Us(a) de l'exploitation selon leur convenance des données du réseau de règlement interbancaire international SWIFT sous prétexte des attentats du 11 septembre sur le sol des États d'Amérique du nord est une arme redoutable aux mains de la puissance qui frappe d'embargo et de sanctions économiques qui elle veut. (9) Elle est utilisée sans le bruit que suscitent ces vers informatiques. Elle étouffe lentement les pays cités comme appartenant à l'axe du mal buschien court-circuités par le commerce international agréé par eux (10)

Une autre analogie biologique, celle des produits toxiques détenus par les banques responsables de contamination des institutions financières, voudrait naturaliser ou donner un semblant d'explication scientifique à des décisions politiques prises pour renflouer les banques privées. Elle n'est pas valide. Le vivant se signale par des mécanismes stabilisateurs qui lui assurent son homéostasie, ainsi en est-il des boucles de rétroaction négative décrites la première fois en hormonologie.

La centaine de milliards empruntés sur les marchés financiers par le FESF, garantis par les États européens contributeurs auraient été prêtés à l'Espagne. Ils sont allés directement renflouer les banques privées espagnoles qui avancent à la Banque Centrale européenne comme garantie les crédits à l'immobilier qu'elles ont consentis et qui ne seront jamais remboursés. Ces dernières sont censées acheter de la dette émise par l'État espagnol qui ne trouve preneur qu'à des taux très au-dessus de ses capacités de remboursement.

Les créances détenues par des banques assez peu regardantes quand elles ont alimenté une bulle spéculative immobilière, au lieu d'être déclarées pour ce qu'elles sont c'est-à-dire sans valeur, continuent d'alimenter un cycle qui va endetter les États, donc les citoyens européens.

Ce cycle perpétue des banques insolubles et renforce la dette des États bientôt insolubles à leur tour dans une boucle de rétroaction positive qu'aucune régulation ne vient freiner.

Cette économie vaudoue qui a inventé le moteur perpétuel de la dette a pris naissance aux Us(a). Le niveau de sa dette publique, 15 000 milliards en 2011 soit 99,6% de son PIB ne les place pas loin des pays européens.

L'aberration du placement de liquidités dans des bons du Trésor des Us(a) à taux négatif permet un prélèvement dans l'épargne mondiale à peu de frais pour faire rouler la dette.

Le démarchage commercial de la Chine en faveur de l'abandon du dollar comme monnaie d'échange et donc de réserve a encore porté ses fruits avec le Brésil. En marge du sommet de Rio de Janeiro, le Brésil et la Chine ont signé un accord qu'ils échangeront commercialement en rminbi pour 60 milliards soit 29 milliards équivalent dollar. (11)

Pékin élargit la zone d'exclusion du dollar sur un autre continent que l'Asie pendant que Fabius responsable revendiqué de cession de matériel de transmission aux rebelles mercenaires de l'armée syrienne dite libre va être contraint de faire la sale guerre, toute gluante de sang arabe, kurde, tcherkesse, arménien, syrien en somme, pour le compte du Pentagone, pressé de changer la garde-robe de ses unités du futur antérieur.

Fabius, Hollande, toutes ces figurines mi-mollettistes prisonnières d'un presque antique phrasé émaillant un discours vieux de plus d'un siècle, continuent de vanter la ligne Maginot tout en faisant briller le cuivre des boutons de leur vareuse bleue. Cette ligne a pour nom l'OTAN.

<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/015f526a-bc07-11e1-9aff-00144feabdc0.html#axzz1ykQgLQrv>

Insectes-espions, nouvelle arme des Américains !

La course aux armements entre les différents pays a fait que ces derniers, et, notamment, les Etats-Unis, en consacrant des budgets colossaux, cherchent à exécuter des projets ambitieux, voire, bizarroïdes. Selon RussiaToday, le Pentagone envisage fabriquer et utiliser des insectes-espions.

Un moustique ou un petit insecte n'est plus seulement une petite bête qui vous colle à l'oreille et vous embête. Ils peuvent se rapprocher de vous, désormais, et agir, exactement, comme agit un drone. Les chercheurs tentent de concevoir des drones d'espionnage indétectables et cherche à simuler et imiter la nature.

Le laboratoire de l'Université de Pennsylvanie qui fait des recherches en robotique a, récemment, exposé 20 robots insectes, qui sont en mesures de s'envoler et de changer, rapidement, leur direction.

Ils sont, également, capables de poursuivre, ensemble et en groupe, leur chemin, et être téléguidés, tout en franchissant des obstacles.

Source : french.irib.ir

d L'Otan dans le monde

Visite du secrétaire général de l'OTAN dans une base de la force aérienne belge.

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a effectué une visite à la base aérienne belge de KleineBrogel le jeudi 7 juin, à l'invitation du ministre belge de la Défense, M. Pieter De Crem. Le secrétaire général a remercié tout le personnel de la base aérienne pour le rôle important joué dans les missions et opérations dirigées par l'OTAN, des Balkans à la Baltique, en passant par l'Afghanistan et la Libye.

« Je voudrais exprimer ma gratitude aux forces armées belges pour les efforts déployés à l'appui des opérations de la FIAS en Afghanistan et lors de nos récentes opérations en Libye. Je sais que tous les pilotes de F 16 de KleineBrogel ont servi en Afghanistan et ont compté parmi les premières forces de l'OTAN actives au dessus de la Libye. J'apprécie par ailleurs votre contribution à la police du ciel pour les États baltes », a déclaré le secrétaire général. Il a souligné que les pilotes de KleineBrogel atteignaient les plus hauts niveaux d'excellence dans toutes leurs missions effectuées pour l'OTAN. Au cours de cette visite, le secrétaire général a félicité la Belgique et ses forces armées pour leur professionnalisme et leur ferme engagement à l'égard de l'OTAN.

AP

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Intervention de Michel Collon à l'Unesco pour défendre la paix mondiale (menacée) .

2-2 Guillaume de Rouville : Crimes médiatiques ou les conséquences meurtrières de la désinformation. Depuis la chute du mur de Berlin, l'emprise des médias atlantistes sur les opinions publiques occidentales, au lieu de décliner en raison de la disparition de la menace communiste, s'est développée au point de supprimer quasiment toutes les voix dissidentes des canaux d'information non marginaux ou alternatifs. En France, pays un peu plus rétif que ses voisins à la mainmise atlantiste, ce travail de nettoyage médiatique a été achevé par Nicolas Sarkozy avec l'aide de personnalités néoconservatrices comme Christine Ockrent ou Philippe Val (legs sur lequel le nouveau Président très atlantiste ne reviendra évidemment pas).

Il en résulte un unanimisme de l'information dont on pourrait s'accommoder en invoquant l'imperfection des Homo Sapiens s'il n'avait pour objectif principal de cacher des crimes de masses dont les élites dirigeantes des démocraties occidentales se rendent coupables avec une impunité déconcertante.

Les crimes médiatiques sont une composante à part entière des crimes politiques plus généraux qui ensanglantent la scène internationale où nos dirigeants déchaînent leur volonté de puissance. Sans une complicité active des médias atlantistes avec les élites occidentales les guerres en Irak et en Afghanistan, le dépeçage de la Libye et la descente aux enfers de la Syrie, n'auraient pas pu être réalisés aussi facilement.

Ainsi, il y a eu crime médiatique quand l'Otan a décidé d'attaquer l'Afghanistan dans la foulée des attentats du 11-Septembre parce que les médias ont refusé sciemment d'interroger les motivations de l'administration Bush dans cette guerre et de questionner la responsabilité directe des néoconservateurs dans ces attentats.

Il y a eu crime médiatique quand les États-Unis et leurs alliés ont envahi l'Irak en 2003 parce que les médias ont relayé volontairement de fausses informations sur la présence d'armes de destruction massive.

Il y a eu crime médiatique quand les médias ont inventé la fable du bombardement de Benghazi par Kadhafi pour envahir la Libye, quand ils ont laissé, sans broncher, les dirigeants occidentaux, avec la caution morale de quelques intellectuels atlantistes (dont J.B. Botul), donner le pouvoir à des milices wahhabites proches d'Al-Qaeda et créer une guerre civile afin d'accomplir des objectifs géostratégiques dont les peuples d'Occident et d'Orient ne verront jamais les bénéfices (moraux ou matériels).

Il y a crime médiatique quand les médias attribuent de manière opportune la paternité des massacres en Syrie (Houla) au clan au pouvoir pour faire tomber un régime qui ne répond plus à leurs objectifs dans la région ; il y a crime médiatique quand l'Occident peut, sans que les médias ne s'en émeuvent, armer des groupes terroristes, organiser des massacres de civils et apporter la guerre civile et religieuse dans un pays en paix.

Il y a eu crime médiatique quand les médias ont choisi de taire le soutien des États-Unis à un coup d'État au Honduras en 2009 et que ce silence couvre les cris des torturés et des suppliciés.

Il y a un crime médiatique quand les médias passent sous silence les implications pour les libertés fondamentales de la loi NDAA votée par l'administration Obama en décembre 2011 qui autorise les détentions arbitraires (des citoyens américains ou étrangers) comme au temps de l'absolutisme royal en France.

Il y a crime médiatique quand aucun grand média ne cherche à expliquer les raisons et les dessous de la guerre contre le terrorisme ni l'alliance des Occidentaux avec les défenseurs du terrorisme islamique (Arabie Saoudite et Qatar).

Il y a eu crime médiatique dans tous ces exemples parce que les médias mainstream ont délibérément choisi de se faire les porte-parole d'une élite à la quelle ils appartiennent ou à laquelle ils s'identifient, élite qui commet, de manière répétée, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité contraires aux valeurs des Lumières.

L'incompétence n'est pas une excuse suffisante pour écarter la responsabilité directe des médias dans les crimes que nous avons mentionnés (d'autant que les médias alternatifs ont offert ou offrent des analyses précises et pertinentes sur l'ensemble de ces événements). L'incompétence ne peut pas être, en effet, à ce

point partagée, voire unanime, tandis que la soumission volontaire à la parole officielle peut l'être en raison du commun dénominateur qui caractérise l'ensemble des médias qui comptent pour forger l'opinion des bourgeois cultivés : l'idéologie atlantiste. En effet, sans une idéologie commune et puissante capable de souder ensemble les intelligences humaines les plus diverses, autant d'erreurs et d'approximations dans l'information ne pourraient pas être commises de manière répétée et à propos de la plupart des événements cruciaux.

Nul besoin ici de mentionner tous les crimes médiatiques commis par les médias atlantistes tant la liste est longue et presque sans fin. Nous voulions juste rappeler l'évidence suivante au moment où le traitement médiatique du drame syrien semble atteindre en Occident un degré d'abjection rarement égalé : la désinformation tue des innocents.

Aux citoyens de rendre leurs journalistes comptables de celle-ci lorsque cette désinformation est manifestement volontaire, à défaut d'en accepter la part d'ombre pour soi-même et de démobiliser sa conscience face à la brutalité du monde. Aux citoyens de s'organiser pour faire tomber les tyrannies médiatiques qui dominent les opinions publiques occidentales. Pour que cessent les crimes des mass media.

Guillaume de Rouville

<http://lidiotduvillage.org/2012/06/13/crimes-mediatiques-ou-...>

15 juin 2012

URL de cet article 16970

<http://www.legrandsoir.info/crimes-mediatiques-ou-les-consequences-meurtrieres-de-la-desinformation.html>

2-3 Glenn GREENWALD : Comment l'administration Obama fait des médias US ses porte-paroles. La reporter du New York Times, Judith Miller, témoignant devant le Comité juridique du Sénat en 2004. L'année précédente, le New York Times avait publié un Mea Culpa à propos de l'usage par Miller des briefings anonymes de l'administration

Bush au sujet des Armes de destruction massive avant le lancement de la guerre d'Irak.

Le grand reporter américain Glenn Greenwald, que [nous avonssouvent relayé](#) dans [nos pages](#), nous livre ici une analyse acerbe de ce journalisme de complaisance auquel se livrent de plus en plus de journalistes américains, et qui a produit les récents 'scoops' concernant, par exemple, le [rôle central du président Obama](#) dans le choix des personnes visées au Moyen-Orient par les frappes de drones US. Ces soi-disant 'scoops' sont en effet le résultat de fuites savamment organisées par l'administration Obama, qui délivre anonymement certaines informations à des journalistes 'sélectionnés' en fonction de leur dévouement.

Ces méthodes ne sont pas nouvelles, et on se souvient de l'affaire Judith Miller et de la propagande du New York Times en 2003 sur les armes de destruction massive soi-disant détenues par Saddam Hussein. Mais elles semblent avoir été peaufinées, perfectionnées à l'envi par l'administration Obama, qui obtient ainsi un contrôle presque total sur les 'fuites' d'informations autorisées et celles qui ne le sont pas.

[Greenwald](#) nous détaille donc ces procédés dont le double but est clairement d'éduquer (de dresser ?) la presse à relayer sans rechigner les informations qu'on leur donne de façon anonyme mais officielle, et d'autre part, de servir les intérêts et l'agenda politique de l'administration. Un jeu gagnant-gagnant.

Avec un gros bémol : les grands perdants dans l'histoire, ce sont les citoyens.

* * *

Ces dernières semaines aux États-Unis sont parus plusieurs scoops dans de grands médias US au sujet de la politique étrangère secrète du Président Obama et de ses actions de contreterrorisme, des histoires qui ont été publiées essentiellement par le New York Times. Les Américains ont, pour la première fois, été informés du [rôle personnel d'Obama](#) [article traduit en français par ReOpenNews - NdT] dans la compilation d'une « liste secrète de cibles à abattre » (Secret Kill List), un document sur lequel figurent les personnes qui seront visées par les drones au Pakistan et en Afghanistan, mais aussi les ordres [du président américain] concernant les cyberattaques contre l'enrichissement nucléaire en Iran, ainsi que le détail des opérations sur le raid qui a [soi-disant -NdT] tué Oussama Ben Laden.

Chacun de ces articles a dévoilé des informations clairement dignes d'intérêt pour le public, et a déclenché d'importants débats. Mais la façon dont elles ont été rapportées - et plus particulièrement le

fait qu'elles se basent exclusivement sur des informations fournies par des assistants d'Obama qui souhaitent rester anonymes – soulève certaines questions aussi anciennes que troublantes à propos du type de relation entre l'establishment des médias US et le gouvernement qu'il est supposé servir tout en le surveillant.

L'obsession de la Maison Blanche d'Obama pour le secret relève d'un étrange paradoxe. D'un côté, l'actuelle administration a poursuivi en justice deux fois plus de « Whistleblowers – des employés du gouvernement qui ont passé à la presse certaines informations classifiées montrant les méfaits de hauts responsables – que toutes les autres administrations US réunies. Les officiels d'Obama ont également, comme l'ont documenté cette semaine les juristes de l'ACLU dans *The Guardian*, résisté avec une vigueur sans précédents à toute tentative de soumettre leurs actions à une évaluation juridique, ou à toute forme d'exposition publique, en insistant auprès de la Cour sur le fait que ces programmes sont si secrets que le gouvernement US ne peut ni confirmer ni infirmer leur existence sans mettre en danger la sécurité nationale.

Mais en même temps qu'ils invoquaient des arguments de confidentialité pour protéger leur travail, certains hauts responsables de l'administration Obama ont continuellement et de façon sélective fait « fuiter » dans les médias des informations à propos de ces programmes. En fait, les fameux scoops du *New York Times* de ces deux dernières semaines sur le programme d'opérations secrètes pour la Sécurité nationale proviennent essentiellement des assistants d'Obama eux-mêmes.

L'article du *Times* sur la « Kill List » était basé sur les interviews « d'une trentaine de ses aides actuels ou passés, [qui] décrivent le rôle central d'Obama » dans le choix de ceux qui seront tués par la CIA. L'article 'scoop' qui parlait d'un Obama ordonnant des cyberattaques contre l'Iran citait, entre autres, « des officiels américains » dont un « haut responsable de l'administration » qui a fièrement souligné le rôle actif et concret du Président dans toutes les mesures prises pour porter atteinte au programme nucléaire de Téhéran.

Pendant ce temps, cette même Maison Blanche qui soutient devant les juges qu'elle ne peut pas confirmer l'existence du programme de drones de la CIA, a passé toute cette semaine à alimenter de façon anonyme les journaux au sujet de la dernière victime des frappes de drones au Pakistan. Et les emails contenant les ordres du gouvernement, rendus publics par une Cour fédérale le mois dernier, révélaient qu'alors qu'elle refusait de fournir toute information sur le raid qui a tué Ben Laden au prétexte que ces documents étaient classifiés, l'administration Obama rencontrait en secret, et fournissait des informations sensibles à des producteurs d'Hollywood sur ce qui sera à coup sûr un film respectueux et fidèle [au récit officiel] de ce raid, et dont la sortie est prévue juste avant les prochaines élections présidentielles de novembre.

La tactique derrière tout cela est aussi évidente que dérangeante. Chacune de ces fuites, qui surviennent en cette année d'élection, dépeint un Obama coriace, impliqué, un véritable commandant en chef inflexible, dont le mot d'ordre est « châtier durement les ennemis de l'Amérique et nous protéger tous. » Mais elles le décrivent également comme un leader intellectuel empreint de morale, profondément touché par les « écrits d'Augustine et Thomas Aquinas sur la guerre » alors qu'il décide en secret de qui doit vivre ou mourir, et de quel pays doit être visé par les agressions américaines.

En somme, ces fuites anonymes font partie de la propagande politique classique : elles servent à glorifier le leader et ses décisions en vue de gains au plan politique. Étant donné que ces programmes sont officiellement couverts par le secret, il est impossible pour les journalistes de vérifier la validité de ces informations. Par nature, la seule façon pour le public d'apprendre quoi que ce soit sur ce que fait le président est par la diffusion sélective et partielle d'informations par les propres assistants d'Obama – ceux qui travaillent pour lui et qui se consacrent entièrement à son succès politique.

Mais ce procédé constitue un terrain propice aux tromperies et à la propagande du gouvernement. C'est précisément cette dynamique qui, lors de la course effrénée à l'invasion de l'Irak, a rassemblé tous les plus grands médias américains et les a transformés en relais irréfléchis de tous les mensonges du gouvernement. La plus grande faute de la journaliste Judith Miller, la fameuse reporter du *New York Times* entrée en disgrâce après l'affaire des « armes de destruction massive » est d'avoir rapporté comme des faits ce qui n'était qu'un ensemble d'assertions non vérifiées émanant de certains responsables de l'administration Bush. Comme l'expliquaient les éditeurs du *Times* dans leur « mea culpa » de 2004, les assertions provenant de sources anonymes étaient « insuffisamment validées et n'auraient pas dû être prises pour argent comptant. »

Les derniers scoops du Times sur la politique d'Obama ne tombent sans doute pas aussi bas que ceux publiés lors du « scandale Judith Miller ». Pour une raison bien simple, c'est qu'ils contiennent un nombre impressionnant de rapports et de révélations sur les pratiques de certains responsables de l'administration Obama – la plus remarquable étant qu'ils manipulent les nombres des victimes et dissimulent les morts de civils tombés lors des attaques de drones en « comptant tout mâle en âge de se battre et se trouvant dans une zone de combat comme un combattant. »

Et pour une autre raison aussi, à savoir qu'ils critiquent les pratiques d'Obama, comme la nature indiscriminée des « frappes groupées de drones » (lorsqu'ils voient trois types en train de faire de la gymnastique, pour la CIA il s'agit forcément d'un camp d'entraînement de terroristes), et l'aspect nécessairement trompeur inhérent à la définition trop vague de « militant ». (L'un des officiels est cité : « Ça me gêne quand ils disent qu'il y avait 7 types, et que tous étaient des militants. Ils comptent les corps, mais ne sont pas sûrs de leur identité. »)

De plus, ces informations ont une réelle valeur journalistique. Il est incontestable que le citoyen américain est intéressé à savoir que son gouvernement organise des réunions pour élaborer une « Kill List », et qu'il lance des cyberattaques contre l'Iran, lesquelles attaques sont considérées par le Pentagone (du moins lorsqu'elles sont conduites contre les USA) comme de véritables « actes de guerre. »

Mais malgré ces différences notables avec le cas de Judith Miller, la trame est toujours la même. Ces reporters s'en remettent entièrement aux sources gouvernementales. Leurs articles se basent presque exclusivement sur les affirmations de quelques subordonnés totalement dévoués au président. Les journalistes n'ont aucun moyen de vérifier la véracité des déclarations qu'ils présentent comme des faits. Et pire, ils garantissent l'anonymat à ces assistants qui ne font rien d'autre que suivre les ordres du président et promouvoir ses intérêts politiques.

C'est du pur « journalisme autorisé » (accessjournalism) : on livre des scoops à ces reporters en échange de la promesse totalement injustifiée de préserver leur anonymat tout en relayant leur propagande auprès du peuple sans qu'on puisse un jour leur demander des comptes (protégés qu'ils sont par le mur de l'anonymat). Nécessairement, ce journalisme du « Story telling » est forgé par les points de vue de ces sources officielles.

Et le produit journalistique qui en ressort sert évidemment l'agenda politique du président. L'opposant d'Obama en 2008, le sénateur républicain John McCain, s'est plaint, à juste titre d'ailleurs, que l'intention derrière ces fuites récentes était d'« améliorer l'image du président Obama en le présentant comme un homme dur, en vue des élections. » Mais le plus grave, comme le faisait remarquer la Columbia Journalism Review et le « chien de garde » des médias, FAIR, est que tous ces récits oublient complètement de parler des aspects les plus controversés de la politique d'Obama, dont celui des risques et du possible caractère illégal des cyberattaques contre l'Iran, et des frappes de drones au Yémen, du nombre de victimes civiles causées par ces frappes, et de leur impact sur le renforcement des rangs d'al-Qaïda suite au fort sentiment anti-américain qu'elles génèrent.

L'effet peut-être le plus pernicieux de ce type de journalisme est qu'il transforme leurs auteurs en messagers consciencieux et dévoués au service des décrets officiels. Les reporters sont ainsi « dressés » à recevoir des scoops seulement s'ils démontrent leur loyauté envers l'agenda de ces sources officielles. En février, Scott Shane du Times, a soulevé une controverse en permettant à un officiel de l'administration Obama de diffamer anonymement le Bureau of Investigative Journalism (BIJ) en l'accusant d'être sympathisant d'al-Qaïda, après que le BIJ eut produit des documents montrant les chiffres intentionnellement sous-estimés par les hauts responsables US des victimes civiles des attaques de drones, et les pratiques horribles et potentiellement criminelles consistant à frapper avec les drones les secouristes ou les gens assistants à des funérailles. C'est ce même Shane, avec Jo Becker, à qui l'on a fourni le scoop de la « Kill List » d'Obama.

De la même façon, David Sanger du Times, a longtemps été critiqué pour ses articles complaisants sur les soi-disant menaces de l'Iran vis-à-vis des USA, presque toujours basés, eux aussi, sur des sources anonymes. Il n'est pas surprenant que ce soit précisément Sanger qui ait été récompensé du meilleur scoop, celui sur Obama et ses ordres de cyberattaque contre l'Iran (scoop qu'il utilise d'ailleurs pour vendre son dernier livre), et encore moins surprenant le fait qu'il y flatte le rôle d'Obama dans cette opération.

Contraste ô combien révélateur, celui du traitement réservé à James Risen du Times, qui sortit quelques scoops bien plus embarrassants que glorifiants pour le gouvernement US. C'est lui qui avait révélé le programme illégal d'écoutes téléphoniques de la NSA sous l'administration Bush en 2006, et aussi le projet de la CIA, aussi inepte qu'inoffensif, d'infiltrer le programme nucléaire iranien.

La conséquence fut que le département de la Justice d'Obama le poursuit sans relâche depuis, et l'oblige à déposer sous serment afin d'essayer de connaître ses sources sur l'histoire de l'infiltration du programme iranien, un procès qui pourrait bien emmener Risen en prison s'il refuse, ce qui est assez probable. Matt Apuzzo, lauréat du prix Pulitzer du journalisme d'investigation, chez Association Press, explique la leçon évidente apprise lors de cet épisode :

« Sanger écrit sur le succès de l'opération en Iran, et obtient un accès privilégié [aux scoops]. Risen écrit sur une opération bâclée en Iran, et il est poursuivi en justice. »

Il existe une tension fondamentale entre le rôle de chien de garde se confrontant en permanence aux officiels du gouvernement, et celui d'amplificateur primaire pour leur propagande. L'administration US a perfectionné l'art d'éduquer les journalistes américains en leur faisant comprendre qu'ils seront récompensés s'ils assument ce dernier rôle, et châtiés s'ils ne le font pas. À en juger par les scoops de haut niveau révélés ces dernières semaines, c'est une leçon qui semble n'avoir été que trop bien apprise par beaucoup de journalistes.

Glenn Greenwald

The Guardian

Traduction **GV** pour [ReOpenNews](#) (Pour consulter aux nombreux liens hyper-texte originaux, se reporter à [l'article en anglais ici](#))

URL de cet article 17041

<http://www.legrandsoir.info/comment-l-administration-obama-fait-des-medias-us-ses-porte-paroles.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19